



**Réponse d'EAPN à
la communication de la Commission au Conseil européen de printemps
« *Travaillons ensemble pour la croissance et l'emploi*
Un nouvel élan pour la stratégie de Lisbonne »**

15 Février 2005

Remarque générale

La communication de la Commission au Conseil européen de printemps a causé stupeur et consternation au sein des ONG sociales dont le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – European Anti Poverty Network (EAPN). Abandonner la Cohésion sociale comme objectif prioritaire, ne pas mentionner la Stratégie européenne d'inclusion et passer sous silence l'engagement pris par les Chefs d'États et de gouvernement à Lisbonne de promouvoir une stratégie visant à avoir une incidence décisive sur l'éradication de la pauvreté dans l'Union européenne est incompréhensible. Cet échec est non seulement un affront envers les 68 millions de personnes vivant dans l'UE en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, mais aussi envers tous ceux qui défendent le Modèle social européen. Il ne suffit pas que les politiques sociales soient évoquées dans l'Agenda social et dans la Stratégie pour le développement durable, elles doivent aussi faire partie des objectifs prioritaires définis dans l'Agenda de Lisbonne.

La Commission n'a écouté qu'une seule voix

Cette communication ne répond qu'à une seule voix entendue dans les débats qui ont entouré l'Agenda de Lisbonne, celle du Groupe de haut niveau présidé par Wim Kok. Ce groupe était dominé par d'importants intérêts économiques et toute voix qui aurait représenté les avis des organisations non gouvernementales actives en matière de lutte contre la pauvreté, d'inclusion ou d'égalité en a été exclue. D'innombrables autres personnes, organisations et institutions qui se sont engagées dans le processus de révision de l'Agenda de Lisbonne ont été ignorées.

Retour vers un modèle de développement défectueux

À Lisbonne, les Chefs d'États et de Gouvernements ont présenté une vision de l'Union européenne fondée sur un modèle de développement qui reconnaissait l'interdépendance entre une croissance économique, un élan vers des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité et une plus grande cohésion sociale. Depuis Lisbonne, ce n'est pas la vision ou le modèle de développement proposé par les Chefs d'États et de gouvernements qui posent problème, mais, ainsi que chacun le reconnaît, le problème réside dans l'échec de la mise en oeuvre complète de l'Agenda de Lisbonne.

La proposition de la communication de la Commission au Conseil européen de printemps d'abandonner la partie « cohésion sociale » de l'Agenda de Lisbonne ne facilitera en rien l'agenda révisé « Croissance et emplois » et ne facilitera certainement pas non plus la communication des projets de l'Union européenne à ses citoyens. L'hypothèse sous-jacente du nouvel Agenda de Lisbonne de la Commission repose sur un modèle de développement inadéquat et dépassé qui présume que la croissance économique est automatiquement bonne

pour tout le monde. La communication de la Commission fait l'impasse sur un fait avéré : le modèle de croissance économique adopté peut soit accroître, soit diminuer la cohésion et l'inclusion sociales. Les faits valident l'hypothèse initiale de l'Agenda de Lisbonne 'original' selon laquelle investir dans de hauts degrés de protection sociale mène à de hauts niveaux de croissance durable et d'emplois de qualité, et montrent qu'il est nécessaire de maintenir l'équilibre entre les trois parties de l'Agenda de Lisbonne original.

La communication de la Commission stipule que « après tout, chacun profitera de l'avenir que l'Agenda de Lisbonne essaie de forger ». De quelles preuves la Commission dispose-t-elle pour formuler cette affirmation? Où la Commission a-t-elle été chercher que l'approche basée sur la maxime maritime : « la marée montante élève tous les bateaux » fonctionne quand elle s'applique à la société ? Les faits démontrent plutôt le contraire : sans un effort conscient de redistribution des bénéfices de la croissance, tout le monde n'en profitera pas.

Croissance et emplois – une contradiction dans les termes

Jusque dans les termes mêmes utilisés pour cibler la croissance et les emplois, la communication de la Commission ne parvient pas à tenir compte de l'importance que revêtent les questions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour atteindre de tels objectifs. Cela saute aux yeux si l'on regarde la réalité : 20% des enfants de l'UE sont en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Omettre cette réalité aura d'importantes conséquences négatives, même en termes purement économiques, notamment en matière de création d'emplois et de compétitivité future pour l'Union européenne.

La communication reconnaît le rôle important qui est et sera joué par les immigrés pour satisfaire les besoins en main d'oeuvre future dans l'UE. Toutefois, en agissant de la sorte, elle ignore la réalité qui expose les immigrés à de hauts degrés d'exclusion sociale et elle ne se rend pas compte qu'un déficit d'inclusion sociale des immigrés risque d'amputer la contribution que ces personnes et leurs enfants pourraient apporter à l'économie et à l'emploi. La même chose peut être dite à propos de la participation au marché du travail des femmes, des minorités ethniques, des personnes handicapées et des personnes âgées; la communication de la Commission ne prend pas en considération l'importance de l'investissement dans les politiques sociales comme moyen de maximiser la contribution potentielle de ces catégories de personnes.

La communication reconnaît la nécessité de disposer d'une main d'oeuvre plus flexible et adaptable; mais, à nouveau, elle omet de dire qu'il importe de se doter de bons systèmes réformés de protection sociale pouvant fournir la sécurité nécessaire à cette main d'oeuvre flexible et adaptable. Si la communication répète que l'emploi constitue un facteur important dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, son analyse ne suffit pas pour garantir non seulement davantage d'emplois, mais aussi des emplois de meilleure qualité, comme l'avait identifié l'Agenda de Lisbonne original. La réalité est la suivante: alors que quelque 4,5 millions d'Européens sont au chômage et en situation de pauvreté, le nombre de personnes au travail et en situation de pauvreté dépasse les 10 millions. La communication n'aborde pas cette réalité.

Améliorer la gouvernance de Lisbonne

La communication recommande d'améliorer la gouvernance par :

- la proposition d'un Programme d'action de Lisbonne

- la nomination par les États membres de « M. ou Mme Lisbonne » au niveau gouvernemental
- un ensemble intégré 'd'orientations' de Lisbonne
- la mise en place de programmes nationaux de Lisbonne
- la mobilisation du soutien pour le changement

Ces recommandations pourraient être bienvenues si l'Agenda de Lisbonne original était maintenu et si les éléments de protection sociale et d'inclusion sociale s'inscrivaient dans ce processus et ces responsabilités, au même titre que les éléments de croissance et d'emploi. L'implication explicite des ONG qui défendent les intérêts des personnes en situation de pauvreté, d'exclusion et d'inégalité dans ces processus devrait également être garantie.

Simplifier la présentation de rapports?

Des étapes importantes ont déjà été franchies dans la simplification de la présentation de rapports dans les domaines sociaux aux Conseils de printemps. Le premier rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale en est un exemple frappant. Le silence absolu de la Commission, dans cette communication au Conseil de printemps, sur son propre Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale est renversant. Ce fait, associé à la phrase reprise dans la communication, « Ce nouveau processus offrira un mécanisme qui permettra au Conseil européen et au Parlement européen de se concentrer sur les questions politiques essentielles, sans être encombrés par les multiples rapports sectoriels qui font actuellement partie du cycle annuel » semble suggérer que les dirigeants politiques de haut niveau dans l'UE sont trop occupés et n'ont pas le temps aborder les questions de protection sociale et d'inclusion sociale.

Pourquoi passer sous silence l'un des plus importants acquis depuis Lisbonne?

À Lisbonne, les Chefs d'États et de gouvernements ont admis pour la première fois que l'ampleur de la pauvreté en Europe était inacceptable et ont décidé de proposer une stratégie visant à avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté. Depuis qu'ils ont pris cet engagement, de nombreux progrès ont été réalisés et une Stratégie européenne d'inclusion étayée par des Objectifs communs, des Plans d'actions Nationaux d'Action pour l'Inclusion, des indicateurs, un processus d'évaluation par les pairs et des présentations régulières de rapports a vu le jour. En quatre ans, depuis Lisbonne, s'est mis en place ce qui constitue un outil inestimable d'échange et d'apprentissage en termes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les acquis atteints, s'ils avaient été renforcés ainsi que l'avait préconisé le Conseil de Printemps 2004, s'ils avaient reçu un soutien politique de haut niveau et s'ils avaient été intégrés dans toutes les politiques européennes et nationales, auraient pu répondre à l'ambition d'obtenir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté. Comment expliquer aux 68 millions en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, ainsi qu'à tous ceux concernés par l'inclusion sociale, que ces acquis ne sont ni reconnus, ni considérés comme partie intégrante d'une stratégie de Lisbonne équilibrée ? Si l'UE ne corrige pas le tir et qu'elle ne reconnaît pas qu'il est indispensable de revoir les règlements des fonds structurels pour prendre en compte la Stratégie européenne d'inclusion, elle ratera l'occasion unique de doter la Stratégie d'inclusion européenne des moyens dont elle a besoin. Il est incroyable que même le chapitre de la communication abordant la modernisation de la protection sociale ne fasse même pas référence à la Stratégie européenne d'inclusion.

Impliquer tous les acteurs

La communication aborde à de nombreux endroits l'importance de l'engagement de tous les acteurs dans la mise en oeuvre de l'agenda révisé. Le fait que la communication ne parle absolument pas de l'apport des ONG sociales au débat sur la révision de Lisbonne n'est pas un bon signal pour encourager leur participation. Le message qui se dégage de la communication de la Commission semble indiquer que l'Union européenne est au service du profit plutôt que des personnes; ce n'est pas exactement le genre de message susceptible de générer une coopération active. Ce n'est pas l'Europe que nous voulons.